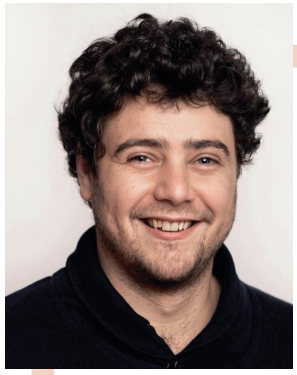
L'INSOUMISSION HEBDO

JOURNAL POUR LA RÉVOLUTION CITOYENNE | SEMAINE DU 18 MARS 2022 | N°1741 | FONDÉ PAR J-L MÉLENCHON

EDITO

L'ESPOIR MÉLENCHON



Les prix vont-ils continuer à exploser ? La France va-t-elle perdre encore cinq ans dans la lutte contre le changement climatique ? Les salariés devront-ils répéter de nombreuses journées de grèves pour refuser la retraite à 65 ans ? Bolloré va-t-il continuer d'étendre son empire médiatique ? Le président élu le 24 avril aura-t-il les mains libres pour renier ses promesses ? Voila quelques questions que chacun est invité à se poser d'ici au 10 avril, premier tour de l'élection présidentielle.

La réponse à ces questions est simple : ça dépend du score de Mélenchon ! Si le deuxième tour se résume une nouvelle fois à un duel entre libéraux et extrême-droite, l'affaire sera bien vite entendue. Tout ira de plus en plus mal sur le plan écologique, social et démocratique. Si à l'inverse, la tortue Mélenchon franchit la porte du deuxième tour, tout le spectre politique sera bouleversé. Et la victoire sera alors possible. Car pour espérer gagner au 2e tour, encore faut-il y être !

La qualification de Jean-Luc Mélenchon pour le deuxième tour est aujourd'hui possible. La dynamique populaire et militante est là, le travail sur le programme L'Avenir en commun est salué comme de loin le plus sérieux et le plus complet, le rassemblement de cultures politiques différentes s'opère au sein du parlement de l'Union populaire, mêmes les sondages sont contraints de le constater.

Imaginez un deuxième tour Macron – Mélenchon. La retraite à 65 ou 60 ans ? Les prix qui s'envolent encore ou bloqués ? Le SMIC gelé ou augmenté à 1400 euros ? Le nucléaire relancé ou mis sous l'éteignoir par la planification écologique vers 100% d'énergies renouvelables ? Jupiter gouvernant à coups d'ordonnances et de 49-3 ou l'Assemblée constituante au travail pour construire la 6e République ?

Certains semblent mal à l'aise avec cette idée. À défaut de pouvoir devancer Mélenchon dans les urnes, préfèrent-ils un deuxième tour Macron – Le Pen pour pouvoir se rallier à Macron plus facilement ?

Face à cela, le vote Mélenchon, c'est l'occasion de faire d'une pierre deux coups. D'un côté, balayer l'extrême-droite dès le premier tour pour offrir à la France un autre débat et offrir au monde un autre visage de la France ! Et de l'autre, pouvoir le faire sans rien renier de l'exigence de rupture ! Le vote Mélenchon est donc mieux qu'un vote utile. C'est un vote efficace, positif, vital même pour qui veut éviter la catastrophe écologique, la dislocation sociale ou un pouvoir toujours plus autoritaire !

Le mouvement social de 2019-2020 pour le droit à la retraite, les gilets jaunes, les marches pour le climat, les luttes anti-Blanquer à l'école et celles pour l'hôpital public n'ont cessé de clamer l'urgence d'un autre choix de société. La chance se présente devant nous de le faire gagner dans les urnes. Elle s'appelle le vote Mélenchon. Saisissons-là !

Matthias Tavel

UN JOUR UN EVENEMENT

LA COMMUNE AVANT LA COMMUNE

19-20 MARS 1871

Ce dimanche 19 mars 1871, Paris semble paisible. Les rues sont calmes. Hormis quelques barricades, rien n'indique que, la veille, le gouvernement d'Adolphe Thiers et ses fonctionnaires ont fui la ville devant la révolte des gardes nationaux.

Ces Parisiens en armes, mobilisés pour défendre la capitale contre les Prussiens, se sont spontanément constitués en Fédération quelques semaines plus tôt. Des délégués élus forment son organe exécutif, le comité central. Les « *fédérés* » se sentent trahis par un gouvernement monarchiste, pressé de capituler pour faire revenir l'ordre et qui tente de les désarmer. C'est d'ailleurs sa tentative d'enlever leurs canons postés à Montmartre qui a déclenché l'insurrection.

Face à la vacance du pouvoir, le comité central s'est installé à l'Hôtel de ville. Prévenant les débordements, investissant les ministères, il prend quelques mesures d'urgence. Le versement de leur solde aux gardes nationaux notamment : une nécessité pour les plus modestes, enrôlés en masse et laissés sans subsistance. Des délégués prennent en charge les fonctions exécutives afin d'assurer la continuité des services municipaux. Prudents et scrupuleux, ils négocient l'octroi des crédits nécessaires auprès de la Banque de France, empruntant le solde à la banque Rothschild.

Le 20 mars, le moratoire suspendant le paiement des loyers est rétabli, les expulsions locatives interdites, la vente d'objets déposés au mont-de-piété par les nécessiteux, suspendue. La parution d'un Journal officiel fédéré débute.

Mais la priorité du comité central reste la remise du pouvoir à des représentants élus des Parisiens. Des élections sont annoncées, à l'échelle municipale. Si l'on rompt avec le gouvernement, pas question pour autant de le renverser. Réfugié à Versailles auprès de l'Assemblée nationale, ce dernier condamne mais n'agit pas immédiatement. Il s'assure du soutien de la province tout en préparant la contre-offensive.

Chargés par lui d'administrer Paris, les maires d'arrondissement élus en novembre 1870, républicains pour certains, tentent de négocier avec le comité central. Celui-ci réclame des garanties : libertés locales, pérennisation de la République, mesures d'urgence sociale. Mais nul accord n'aboutit.

La situation reste calme, la presse gouvernementale continue de paraître. Mais, présage de la violence, le 22 une manifestation des « *amis de l'Ordre* » dégénère, faisant plusieurs morts. Les élections ont finalement lieu le 26. La « *semaine de l'incertitude* » s'achève : le 28, le conseil de la Commune s'installe à l'Hôtel de ville.

Thibaut L.

NUMERO SPÉCIAL

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

MARCHE DU 20 MARS DE L'UNION POPULAIRE

ABONNEZ-VOUS AUX MEDIAS INSOUMIS !

Vous avez entre les mains le seul hebdo insoumis du pays.

Face au rouleau compresseur médiatique, faites vivre les médias insoumis engagés dans l'Union populaire, pour la révolution citoyenne, la 6e République et l'écosocialisme.

Chaque semaine et chaque trimestre, des contenus exclusifs dans votre boîte aux lettres !

Abonnez-vous !

Abonnement commun à l'hebdomadaire L'Insoumission hebdo et au trimestriel Le Journal de l'insoumission :

66 € par an – ou 5,50 € par mois – abonnement uniquement par internet sur linsoumission.fr/sabonner/

Abonnement à l'hebdomadaire L'Insoumission hebdo uniquement

42 € par an – abonnement sur www.linsoumissionhebdo.fr ou par chèque à l'ordre de Données et arguments à gauche. A renvoyer à Données et arguments à gauche – 20-22 rue Doudeauville – 75018 PARIS

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse postale :.....

.....

CP – Ville :.....

Tél :.....

Courriel :.....

.....

DOSSIER

10 RAISONS DE VOTER MÉLENCHON

1. Défendre le pouvoir d'achat

C'est la « *première préoccupation* » des Français. Macron est obligé de bricoler sans jamais faire passer à la caisse les multinationales. Au contraire, Jean-Luc Mélenchon défend le blocage des prix et même leur baisse. Il a ainsi précisé vouloir ramener le prix du carburant à 1,40€ le litre. Et au passage, il affiche sa volonté de « *faire payer le trésor privé plutôt que le trésor public* » par une surtaxe sur les profiteurs de crise, et d'augmenter les salaires dont le SMIC et le point d'indice des fonctionnaires ainsi que pensions et minimas sociaux !

2. Rétablir la retraite à 60 ans !

Parmi les candidats sondés au-dessus de 10%, Mélenchon est le seul à défendre le rétablissement du droit à la retraite à 60 ans. Macron annonce vouloir repousser l'âge de départ à 65 ans comme Valérie Pécresse. Eric Zemmour a déjà dit qu'il était favorable à un report à 64 ans. Quant à Marine Le Pen elle a enterré cette proposition en prévoyant que ce droit ne s'appliquerait qu'à ceux ayant commencé à travailler avant 20 ans. Pour les autres, ce sera 62 ans comme décidé par Sarkozy. Un choix clair !

3. Stopper la fuite en avant nucléaire

Macron prétend engager le pays dans une nouvelle étape nucléaire. Une double erreur. À court terme, ces réacteurs ne permettraient pas de tenir les objectifs de réduction d'émission de gaz à effet de serre car ils ne seraient pas prêts avant 2040 au mieux. À long terme, ils condamnent la France à rester dans le nucléaire jusqu'au 22e siècle et amputeraient la transition écologique de centaines de milliards d'euros. À l'inverse, Jean-Luc Mélenchon veut mettre l'accent sur la sobriété (rénovation des logements, ferroutage, relocalisation) et viser 100% d'énergies renouvelables en 2050 pour un avenir sans nucléaire ni effet de*mot bélier*.

4. Passer à la 6e République

Jean-Luc Mélenchon est le seul à proposer non seulement un passage à la 6e République mais une méthode démocratique pour le faire à travers une Assemblée constituante (voir ci-dessous). Les citoyens y gagneraient de nouveaux droits : droit de révoquer les élus en cours de mandat, référendum d'initiative citoyenne, proportionnelle… Avis aux électeurs qui dénoncent le présidentialisme ou la coupure entre élus et citoyens : la fin de la monarchie présidentielle est à portée de bulletins de vote !

5. Une méthode : la planification écologique

Accueilli initialement par des cris d'orfraies au prétexte qu'il serait un retour de la planification soviétique, ce « *mot bélier* » comme le qualifie Jean-Luc Mélenchon s'est depuis imposé comme une évidence, notamment depuis la crise du Covid mettant en lumière la désindustrialisation et la perte de souveraineté. Pour l'Union populaire, c'est le moyen d'organiser la bifurcation écologique, de reconquérir le temps long, de réarmer l'État face à la globalisation. En effet, l'urgence climatique implique de changer radicalement nos moyens de production et d'échange. Planifier, en impliquant l'ensemble de la société et les communes, est le moyen de le faire démocratiquement et concrètement.

6. 694 mesures : un programme complet

Jean-Luc Mélenchon a décidé de mener une campagne de conviction autour de son programme L'Avenir en commun. Construit dans la durée, il a déjà été la véritable boussole pour les députés LFI pendant le quinquennat Macron. Ceux-ci ont enrichi ce programme en le déclinant en milliers d'amendements et plus de cent propositions de loi. Puis, 5 000 contributions libres, 10 000 réponses à des questionnaires, quatre séquences thématiques avec des personnalités engagées et des universitaires l'ont encore actualisé. Au final, on trouve 694 propositions dans L'Avenir en commun, complétées par 40 livrets thématiques. Personne ne fait mieux.

7. Un programme pour « *gouverner à partir des besoins* »

Le programme de l'Union populaire entend s'attaquer à la racine des problèmes, en partant des besoins sociaux et écologiques. Est-ce possible ? Comment faire ? Dessiner un chemin pour que de belles idées deviennent réalité est crucial. Mélenchon et ses équipes s'y sont attelés par un exercice inédit, la publication d'une quinzaine de plans thématiques parmi lesquels : « *bien nourrir tout le monde* » ; « *passer à zéro sans-abri* » ; « *atteindre le plein emploi* » ; « *éradiquer la pauvreté* » ; « *mettre fin aux féminicides* ». Ils détaillent les moyens juridiques pour y parvenir, les obstacles à surmonter, le calendrier prévu par un candidat « *prêt à gouverner* ».

8. Un programme financé : justice et sérieux

En parallèle, un travail poussé de chiffrage du programme et de son financement a été réalisé. Il s'agit dans un premier temps d'estimer rigoureusement les conséquences budgétaires (recettes et dépenses) de chaque mesure et dans un second temps d'anticiper leur effet global sur l'économie en termes d'emploi, de croissance, etc. Par exemple, l'instauration d'un héritage maximal à 12 millions d'euros permettra de financer le versement d'une allocation de 1 063 euros par mois à chaque jeune. L'exercice, déjà effectué en 2017, a été renouvelé pour 2022 et présenté en ligne le 12 mars. Il s'accompagne de simulateurs pour que chacun puisse estimer l'impact des mesures fiscales sur sa propre situation.

9. Le rassemblement sur des bases claires dans l'Union populaire

Le rassemblement au sommet des appareils de la gauche n'étant pas possible dans la clarté, Jean-Luc Mélenchon s'est efforcé de créer les conditions d'une union à la base, autour d'un programme : l'Union populaire. Le travail reconnu des parlementaires LFI a constitué le premier étage. Ce phénomène s'est accentué lors de cette campagne avec la construction du parlement de l'Union populaire qui réunit intellectuels, syndicalistes, associatifs. Il est présidé par une figure du mouvement social en la personne d'Aurélie Trouvé, ancienne porte-parole d'Attac et est composé de plus de 300 personnes venues d'horizons divers dont la moitié n'a jamais été « *insoumis* ». Quand certains rêvaient d'isoler Mélenchon, il est le seul à agréger des soutiens aussi variés qu'impliqués.

10. Imposer un autre débat au 2e tour

Jean-Luc Mélenchon est à quelques semaines du premier tour le seul candidat humaniste à pouvoir atteindre le second tour. Une telle qualification changerait radicalement la nature du débat en France. Des sujets primordiaux seraient mis à l'agenda tels que le pouvoir d'achat, le logement, l'âge de la retraite, le climat, au lieu de se focaliser sur l'immigration et l'islam dans un débat entre Macron et l'extrême-droite. Cela obligerait le président sortant à défendre son – mauvais – bilan sur ces sujets et à présenter son projet. Et cela permettrait d'envisager la victoire ! Car pour gagner l'élection présidentielle au second tour, il faut y être. L'histoire politique a montré que rien n'est jamais écrit d'avance. L'aspiration à un monde meilleur, le rejet d'Emmanuel Macron, l'amélioration de sa vie quotidienne sont autant de clés pour mobiliser électeurs et abstentionnistes en soif de changement. La présence de Jean-Luc Mélenchon au second tour serait un événement considérable à même d'ouvrir un autre chemin. ■

Antonin Fédrun

ACTU

L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

POUR REFONDER LE PEUPLE

Jean-Luc Mélenchon a fait entrer dans le débat politique la proposition d'une Assemblée constituante pour une 6e République. Une proposition qu'aucun de ses concurrents ne reprend. Et pour cause, il s'agit d'une refondation radicale du système institutionnel, qui sort du champ habituel des programmes politiques.

La Constituante défendue par le candidat de l'Union populaire serait chargée de proposer de nouvelles institutions pour notre pays. Il y a plus de soixante ans que, par un coup de force, le général De Gaulle, a instauré la 5e République. Aujourd'hui ses institutions sont périmées. Président tout puissant, absence de pouvoir du parlement et du peuple, son caractère antidémocratique est manifeste. Il est apparu au grand jour ces dernières années sous de multiples aspects, de l'article 49.3 pour forcer la main du Parlement, au secret du Conseil de Défense pour éviter d'assumer la gestion erratique de la pandémie de Covid-19. Le rejet massif de ce système s'est exprimé par l'abstention massive des récents scrutins locaux : 58,4% au second tour des municipales, 65,31% au second tour des régionales.

Dans le cadre de l'Assemblée constituante, « *les citoyens écriront eux-mêmes la Constitution de la 6e République. À eux de tenir la plume pour définir les règles de notre vie commune* », écrit Jean-Luc Mélenchon dans l'introduction de son programme L'Avenir en commun.

Cette assemblée serait convoquée par référendum, dans le cadre de l'article 11 de la Constitution en vigueur. Elle sera paritaire et pourrait, selon le programme porté par le candidat de l'Union populaire, être composée pour partie de tirés au sort et d'élus, selon une proportion définie par les électeurs eux-mêmes. La part de constituants tirés au sort serait égale à celle d'électeurs choisissant le tirage au sort plutôt que le vote pour un candidat le jour de désignation des Constituants. Afin de tourner définitivement la page de la 5e République, le programme de Jean-Luc Mélenchon prévoit qu'« *aucun parlementaire des anciennes assemblées ne pourra siéger dans cette Assemblée constituante* ».

La 6e République changera radicalement l'organisation politique de notre pays. Elle pourrait être ainsi l'occasion de donner de nouveaux droits au peuple, comme le référendum d'initiative citoyenne, ou de consacrer des droits humains menacés ou encore à conquérir, comme le droit à l'interrogation volontaire de grossesse ou celui de mourir dans la dignité.

Cette proposition d'Assemblée constituante est approuvée par une large majorité de nos concitoyens. En effet, 63% des Français soutiennent la convocation d'une Assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution, selon un sondage Harris Interactive de juillet 2021. Il reste à passer à la pratique prochainement ! ■

Côme Delanery

FONDATEUR: JEAN-LUC MÉLENCHON, **DIRECTEUR DE PUBLICATION**: MATTHIAS TAVEL, **RÉDACTRICE EN CHEF**: CHRISTIANE CHOMBEAU, **MISE EN PAGE**: MARYLINE MÉLENCHON, **MAQUETTE**: L'INTERNATIONALE,
CONTACT: CONTACT@HEUREDUPEUPLE.FR- IMPRIMERIE GRENIER 115-117 AVENUE RASPAIL 94250 GENTILLY - **ISSN** N°07565356 - **CPPAP** N°0623G83311 - HEBDOMADAIRE 1€ LE NUMÉRO - HTTPS://WWW.LINSOUMISSIONHEBDO.FR

ABONNEMENT À L'INSOUMISSION HEBDO : 42€ PAR AN

NOM / ..... PRÉNOM / .....
ADRESSE / ..... CODE POSTAL / .....
VILLE / ..... EMAIL/ .....
JE JOINS UN CHÈQUE DE 42 EUROS, POUR UN ABONNEMENT D'UN AN À L'INSOUMISSION HEBDO À L'ORDRE DE :DONNEES ET ARGUMENTS À GAUCHE - 20-22 RUE DOUDEAUVILLE 75018 PARIS
JE PAIE EN LIGNE : HTTPS://WWW.LINSOUMISSIONHEBDO.FR

ABONNEMENT COUPLÉ À L'INSOUMISSION ET AU TRIMESTRIEL LE JOURNAL DE L'INSOUMISSION : 66 € PAIEMENT EN LIGNE SUR WWW.LINSOUMISSION.FR